

**MEMORIAL**

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**


---

**B — N° 55****13 novembre 1992****S o m m a i r e**

Arrêté grand-ducal du 21 octobre 1992 portant modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'hygiène publique du canton de Capellen, par abréviation S.I.C.A. ....	page 1018
Arrêté du Gouvernement en Conseil du 23 octobre 1992 portant nomination des membres de la Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé .....	1021
Arrêté ministériel du 3 novembre 1992 procédant au retrait de la carte d'identité établie conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1960 .....	1022
Administration de l'Aéroport — Examens de fin de stage et de promotion .....	1022
Aéroport de Luxembourg — Nominations .....	1022
Associations agricoles .....	1022
Conseil Supérieur du Logement et de l'Urbanisme — Nomination .....	1022
Emprunt grand-ducal 4% de 1946 — Ile tranche — Tirage d'obligations .....	1022
Emprunt grand-ducal 4% de 1955 — Tirage d'obligations .....	1025
Enseignement secondaire — Démission .....	1027
Fonds National de Solidarité — Examen de promotion .....	1027
Magistrature — Nominations .....	1027
Titres au porteur — Oppositions — Mainlevée d'opposition .....	1028
Titres au porteur — Oppositions — Rectificatif .....	1028

---

**Arrêté grand-ducal du 21 octobre 1992 portant modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'hygiène publique du canton de Capellen, par abréviation S.I.C.A.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1958 autorisant la création d'un syndicat intercommunal pour l'enlèvement des ordures du canton de Capellen;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux de Mamer en date du 4 juin 1992, de Kehlen en date du 7 juillet 1992, de Koerich en date du 10 juin 1992, de Kopstal en date du 7 juillet 1992 et de Steinfort en date du 29 juin 1992 par lesquelles lesdits corps marquent leur accord avec les modifications proposées par le comité du syndicat.

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les statuts du syndicat intercommunal pour l'hygiène publique du canton de Capellen, par abréviation S.I.C.A., sont remplacés par le texte suivant:

«STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'HYGIENE PUBLIQUE DU CANTON DE CAPELLEN —  
S.I.C.A.

**I. - Membres du syndicat**

1. Les communes suivantes se sont associées, conformément à la loi du 14 février 1900, concernant la création de syndicats de communes en vue d'une utilité intercommunale.

Mamer	délibération du 11.09.1957
Kehlen	délibération du 13.11.1957
Koerich	délibération du 27.03.1958
Kopstal	délibération du 04.02.1958
Steinfort	délibération du 06.06.1958

Les participations des communes aux obligations et aux bénéfices du syndicat sont réglées d'après une clef de répartition sur la base de la population au 31 décembre 1947.

2. Une nouvelle clef de répartition sera de droit applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant un recensement général ultérieur de la population des communes syndiquées ou suivant la sortie d'un membre syndiqué ou à partir du 1<sup>er</sup> du mois pendant lequel un nouveau membre entre au syndicat conformément aux stipulations du chiffre trois ci-après.

3. Du consentement du comité du syndicat, d'autres membres peuvent entrer au syndicat, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 février 1900 et après accomplissement des conditions suivantes, savoir:

Le membre entrant (commune ou section) assume dans la proportion qui existe entre le nombre de ses habitants et le nombre des habitants des communes ou sections de communes déjà syndiquées:

- a) le cautionnement solidaire des emprunts, prêts et obligations existant au jour de son entrée;
- b) une participation au capital net (Eigenkapital) d'après le dernier bilan arrêté.

Le comité du syndicat est autorisé à décider que la liquidation de la mise de fonds peut être répartie sur plusieurs années avec les intérêts à fixer par ses soins.

4. Un membre du syndicat ne peut sortir du syndicat qu'à la fin d'un exercice et du consentement du comité, après un délai de dénonciation d'une année entière, après reconnaissance et accomplissement des conditions ci-après et après approbation grand-ducale:

- a) le membre sortant a droit à une part proportionnelle du capital net du syndicat d'après le dernier bilan arrêté, égale à sa part de participation (chiffre 1);
- b) il est obligé de payer pendant toute la durée restant à courir jusqu'à la fin du syndicat stipulée et à partir du jour de sa sortie, sa part dans la liquidation des amortissements de l'immobilisé et des intérêts d'emprunts ou obligations éventuelles à la caisse du syndicat. Cette part sera calculée sur la base des amortissements et intérêts d'après le dernier bilan arrêté et dans la proportion de sa participation au syndicat.

**II. - Attributions du syndicat**

1. Le syndicat a pour objet:

- a) la gestion des déchets ménagers et assimilables,
- b) l'information et la sensibilisation de la population en matière de gestion des déchets en particulier et la protection de l'Environnement et la conservation de la nature en général, en collaboration étroite avec l'Administration de l'Environnement et/ou de l'Administration des Eaux et Forêts,
- c) l'organisation et l'exploitation d'un service de collecte des déchets ainsi que des fractions destinées au recyclage. Cette collecte se fera de façon écologiquement rationnelle en répondant aux meilleures conditions d'hygiène publique,
- d) la prise en charge de toutes autres activités de recyclage et de gestion écologique des déchets, dont notamment le compostage et la gestion d'un centre de recyclage,
- e) l'organisation de tout autre service dans l'intérêt de l'hygiène publique des communes syndiquées,
- f) l'organisation d'un service de nettoyage des rues.

2. De cet objet découlent les obligations suivantes:

- a) l'acquisition d'immeubles, de l'équipement technique et de véhicules nécessaires au bon fonctionnement des services énumérés sub 1) ci-devant,
- b) la commercialisation des produits résultant de l'accomplissement des objets précités,
- c) la gérance, l'entretien et la mise en état des immeubles et des équipements techniques indiqués sub a) ci-devant.

3. Les membres du syndicat s'obligent à épauler le syndicat dans l'accomplissement des buts ci-dessus exposés. Il leur est expressément défendu d'organiser un service identique ou d'entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

### **III. - Nom et siège du syndicat**

Le syndicat est dénommé comme suit:

Syndicat intercommunal pour l'hygiène publique du canton de Capellen, par abréviation: S.I.C.A.

Le syndicat a son siège à Kehlen.

### **IV. - Administration**

1. Le syndicat est administré par un comité composé de 9 membres qui sont les délégués des communes syndiquées, à savoir: Kehlen 2, Koerich 1, Kopstal 1, Mamer 3, Steinfort 2.

Les membres du comité sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes respectives dans les formes établies par les art. 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988. Aux mêmes conseils communaux revient le droit de révoquer avant terme son ou ses délégués, et ce par analogie à l'art. 31, 4<sup>e</sup> alinéa, de ladite loi communale.

Le choix du conseil peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil communal.

Le comité sera renouvelé tous les six ans après chaque renouvellement des conseils communaux et dans la quinzaine qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouvel conseil procédera dans la quinzaine de son installation, à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

Les délégués sortants sont rééligibles.

2. En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal concerné pourvoit au remplacement dans un délai d'un mois. Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

Si un conseil, après mise en demeure du commissaire de district, néglige ou refuse de nommer les délégués, le bourgmestre et l'échevin premier en rang représentent la commune dans le comité du syndicat; en cas d'empêchement du bourgmestre et de l'échevin ou de l'un d'eux, ils sont remplacés conformément à l'art. 42 de la loi communale.

3. Le comité élit après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret, parmi ses membres un président et un vice-président, qui resteront en fonction pendant les six années correspondant à la période de service des conseillers communaux.

### **V. - Gestion**

1. Le comité se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.

2. Le président est obligé de convoquer le comité sur l'invitation du commissaire de district soit sur demande de la moitié au moins des membres du comité.

3. La convocation a lieu au moins une semaine avant le jour de la séance par invitation écrite et avec indication de l'ordre du jour. Le délai de convocation peut être réduit par le président en cas d'urgence.

4. La séance est présidée par le président ou son remplaçant, sauf le cas où l'assemblée est convoquée par le commissaire de district et lorsque ce dernier juge utile d'y prendre part.

5. Le comité ne peut délibérer que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des membres présents.

6. Pour le cas où lors d'une réunion du comité les conditions requises sub 5) ci-devant ne sont pas remplies pour prendre des décisions valables, une seconde assemblée, convoquée dans le délai d'au moins une semaine, peut prendre des décisions valables sans égard au nombre des membres présents. Cette stipulation doit être expressément exprimée sur la lettre de convocation.

7. Les votes ont lieu conformément aux art. 19, 30, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988. Le président ou son remplaçant assume les fonctions dévolues au bourgmestre au sein du conseil communal.

8. Les délibérations du comité du syndicat sont rédigées par écrit dans les formes prévues à l'art. 26 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour les délibérations des conseils communaux.

9. Les conseils communaux des membres syndiqués sont autorisés à prendre connaissance des procès-verbaux des séances et à formuler leurs observations. Ces observations seront inscrites à l'ordre du jour de la prochaine séance du comité.

10. Suivant les besoins du syndicat, le comité engage du personnel administratif et technique, dont il fixe le statut et arrête les missions et la rémunération.

## **VI. - Compétence**

1. Le comité est chargé de prendre toutes les mesures propres à remplir les obligations du syndicat, d'organiser le service et de surveiller son fonctionnement dans toutes les branches.

2. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assurer la mission qu'il a assumée.

3. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des membres syndiqués et de ses populations, du service institué et du personnel y attaché.

4. Les affaires suivantes sont notamment soumises à sa décision:

- a) changement des statuts et dissolution du syndicat,
- b) admission de nouveaux membres et consentement à la sortie des membres,
- c) nomination et révocation du secrétaire-receveur et du personnel administratif et technique,
- d) établissement des relevés fixant la contribution des membres aux charges et pertes du syndicat et leur participation aux recettes et bénéfices,
- e) acquisition des immeubles et des véhicules,
- f) approbation du budget et des changements y survenus,
- g) approbation du compte d'exercice,
- h) contrôle de la caisse.

5. Le président est chargé de l'ordonnancement des dépenses décidées par le comité et de la surveillance de la comptabilité.

6. Il prend les décisions et se charge de leur exécution.

7. Il représente le syndicat en justice.

Les décisions du comité concernant les points mentionnés sous a) et b) ne sortent leurs effets que sous réserve de l'approbation ultérieure par délibérations concordantes des conseils communaux des communes syndiquées.

## **VII. — Patrimoine du syndicat**

1. Le comité du syndicat pourra contracter des emprunts pour faire l'acquisition du matériel nécessaire au bon fonctionnement du service. Ce matériel se composera en premier lieu des véhicules et du garage.

2. Le comité du syndicat pourra contracter des emprunts en compte-courant pour faire face aux dépenses courantes.

3. Le syndicat prélèvera des communes syndiquées des contributions à fixer annuellement par le comité, selon les nécessités budgétaires.

## **VIII. - Comptabilité**

1. La comptabilité comprend le budget, la comptabilité proprement dite, le bilan de fin d'année, le rapport annuel et le calcul du prix de revient.

2. Copies du budget, du bilan annuel et du rapport de fin d'exercice sont signifiées chaque année aux membres syndiqués. Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent par ailleurs à la comptabilité du syndicat.

## **IX. - Organe de surveillance**

La surveillance du syndicat par l'Etat est exercé par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de District de Luxembourg. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi du 14 février 1900.

Les décisions du comité sont soumises comme celles des conseils communaux à l'approbation de l'autorité supérieure, pour autant que cette approbation est requise.

En général les dispositions réglant les droits et obligations du bourgmestre et/ou du collège échevinal sont applicables au président, celles réglant les droits et devoirs du conseil communal sont applicables aux membres du comité.

## **X. - Changement des statuts**

Un changement aux statuts est autorisé du consentement du comité. Son consentement à l'entrée de nouveaux membres et à la sortie d'un membre syndiqué ne constitue pas un changement dans le sens du présent article.

## **XI. - Obligations et droits des membres syndiqués**

1. Dans le but de garantir l'uniformité des poubelles, des conteneurs et des sacs-poubelles, les communes syndiquées sont tenues d'acquiescer ces récipients au prix de revient auprès du syndicat suivant les besoins respectifs.

2. Chaque commune est libre de décider, si les récipients sont, soit vendus, soit relâchés gratuitement à ses administrés.

3. Les membres sont pareillement libres d'introduire et de percevoir des taxes communales pour l'enlèvement des ordures, de maintenir les taxes existantes ou de les majorer. Le comité du syndicat soumettra seulement aux communes affiliées des propositions sur le montant des taxes et sur le mode de perception.

## XII. - Durée et dissolution du syndicat

1. Le syndicat est constitué pour une durée de quinze années. Après l'expiration de cette période, le syndicat continue par tacite reconduction pour une nouvelle période de quinze années, si aucune démission de la part des communes syndiquées n'a été introduite. La démission éventuelle doit être introduite dans les six mois précédant l'expiration de la dernière période de quinze années.

2. Une dissolution volontaire ne peut être décidée que du consentement des conseils communaux de toutes les communes syndiquées. La décision du comité d'une dissolution anticipée mentionnera les conditions de la liquidation. Un liquidateur qualifié sera nommé à cet effet par le comité.

3. Le syndicat peut être pareillement dissous par arrêté grand-ducal pris sur demande motivée de la majorité de ses membres et sur avis conforme du Conseil d'Etat. L'arrêté de dissolution stipule, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles la liquidation doit se faire.

## XIII. - Entrée en vigueur des statuts

L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour de leur approbation par l'autorité supérieure.»

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Jean Spautz**

Château de Berg, le 21 octobre 1992.  
**Jean**

## Arrêté du Gouvernement en Conseil du 23 octobre 1992 portant nomination des membres de la Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

*Les Membres du Gouvernement,*

Vu le règlement du Gouvernement en Conseil du 9 septembre 1988 portant création d'une commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de la Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé pour un terme de trois ans:

- M<sup>e</sup> Ernest *Arendt*, Président honoraire du Conseil d'Etat, Luxembourg;
- Dr Georges *Arnold*, Médecin Généraliste, Echternach;
- Dr Arsène *Betz*, Directeur honoraire du Laboratoire National de Santé, Luxembourg;
- Dr Jean-Claude *Faber*, Chef de la transfusion sanguine de la Croix Rouge, Luxembourg;
- M. l'abbé Erny *Gillen*, Professeur au Grand Séminaire, Luxembourg;
- Mme Françoise *Kerger-Faber*, Assistante sociale, Diekirch;
- M. Paul *Kremer*, Professeur, Luxembourg;
- M. Alain *Meyer*, Vice-Président du Consistoire Israélite, Luxembourg;
- Dr Jules *Molitor*, Neuro-psychiatre, Esch-sur-Alzette;
- M. Raymond *Mousty*, Premier conseiller de Gouvernement, Luxembourg;
- M. Fernand *Schockweiler*, Juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes, Luxembourg;
- Dr André *Thibeau*, Electro-Radiologue, Ettelbruck;
- M. Edmond *Wagner*, Directeur du Lycée de Garçons, Esch-sur-Alzette;
- Mme Carmen *Watgen-Mommer*, Directrice adjointe de la Fondation J.P. Pescatore, Luxembourg;
- M. Pierre *Werner*, Ministre d'Etat honoraire, Luxembourg.

**Art. 2.** M. le Dr Arsène *Betz*, préqualifié, est nommé Président de la Commission; Monsieur le Dr Jean-Claude *Faber*, préqualifié, est nommé vice-président.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera transmis à chacun des membres de la Commission pour lui servir de titre; copie pour information en sera adressée aux membres du Gouvernement concernés et à la Chambre des Comptes.

Luxembourg, le 23 octobre 1992.

*Les Membres du Gouvernement,*  
**Jacques Santer**  
**Jacques F. Poos**  
**Fernand Boden**  
**Jean-Claude Juncker**  
**Marc Fischbach**  
**Johny Lahure**  
**René Steichen**  
**Robert Goebbels**  
**Alex Bodry**  
**Mady Delvaux-Stehres**

**Arrêté ministériel du 3 novembre 1992 procédant au retrait de la carte d'identité établie conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1960.**

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Vu le règlement ministériel du 12 juin 1989 déterminant le modèle de la carte d'identité obligatoire à délivrer par les administrations communales;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La carte d'identité et d'inscription aux registres de la population établie conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1960 portant unification de la carte d'identité obligatoire délivrée par les administrations communales est retirée de la circulation à la date du 31 mars 1993.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 3 novembre 1992.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

**Jean Spautz**

**Administration de l'Aéroport. — Examens de fin de stage et de promotion en 1993.**

L'Administration de l'Aéroport organisera, au cours de l'année 1993, les examens ci-après:

Mai 1993	— examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire technique
	— examen de promotion dans la carrière du technicien diplômé
	— examen de promotion dans la carrière de l'ingénieur-technicien
Septembre 1993	— examen de fin de stage dans la carrière du technicien diplômé
	— examen de fin de stage dans la carrière de l'ingénieur-technicien
Octobre 1993	— examen de fin de stage dans la carrière de l'artisan.

**Aéroport de Luxembourg. — Nominations.** — Par arrêté grand-ducal du 23 janvier 1992 Messieurs Constant Rausch et Marc Stranen, chefs de bureau techniques adjoints à l'administration de l'Aéroport de Luxembourg, ont été nommés aux fonctions de chef de bureau technique à la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 17 février 1992 Monsieur Camille Gira, chef de bureau technique, a été nommé aux fonctions d'inspecteur technique.

Par arrêté grand-ducal du 9 septembre 1992 Monsieur Robert Hentzig, ingénieur-technicien principal, a été nommé aux fonctions d'ingénieur-technicien inspecteur.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 1992 Monsieur Jacques Zimmer, technicien principal, a été nommé aux fonctions de chef de bureau technique adjoint.

Par arrêté grand-ducal du 12 octobre 1992 Monsieur Jean Metz, ingénieur-technicien principal, a été nommé aux fonctions d'ingénieur-technicien inspecteur.

**Associations agricoles.**

**Modification aux statuts**

Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, tel qu'il a été modifié par la loi du 25 août 1986, l'association agricole dite

Association luxembourgeoise des bergers

a déposé le 21 octobre 1992 au secrétariat de la commune de Hosingen l'un des doubles de l'acte sous seing privé, dûment enregistré, concernant la modification de ses statuts ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des membres du comité, des personnes nanties de la signature sociale ainsi que des membres du conseil de surveillance.

**Conseil Supérieur du Logement et de l'Urbanisme. — Nomination.** — Par arrêté ministériel du 7 octobre 1992, Monsieur Eric Ries, rédacteur-stagiaire auprès du Ministère du Logement et de l'Urbanisme, est nommé membre effectif du Conseil Supérieur du Logement et de l'Urbanisme en remplacement de Monsieur Constant Kiffer, rédacteur-stagiaire auprès du Ministère du Logement et de l'Urbanisme.

Monsieur Eric Ries assumera la fonction de secrétaire du Conseil Supérieur du Logement et de l'Urbanisme.

**EMPRUNT GR.-DUC. 4 0/0 DE 1946 - II E TR.**

**AMORTISSEMENT DU 15 DECEMBRE 1992**

(ARTICLE 3. DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 12.11.1946, REGLANT LES CONDITIONS D'EMISSION D'UNE IIE TRANCHE DE L'EMPRUNT AUTORISE PAR LA LOI DU 1.2.1946) L'AMORTISSEMENT A LA DATE DU 15 DECEMBRE 1992 DE L'EMPRUNT GR.-DUC. 4 0/0 DE 1946 - IIE., POUR LEQUEL UNE SOMME DE 6.320.000 FR. EST PREVUE, A ETE FAIT PARTIELLEMENT PAR RACHATS EN BOURSE. POUR LE REMBOURSEMENT DU RESTE IL A ETE PROCEDE A UN TIRAGE AU SORT.

ONT ETE RACHETEES LITT. A 1 OBLIGATION A 500 FR.  
B 10 OBLIGATIONS A 1.000 FR.  
D 10 OBLIGATIONS A 10.000 FR.

## LE TIRAGE AU SORT NO. 46 A DONNE LE RESULTAT SUIVANT

## LITTERA A 79 OBLIGATIONS A 500 FR.

82	342	667	865	1028	1219	1378	1510	1791	1913
89	347	668	866	1036	1267	1388	1511	1854	1914
214	464	793	867	1053	1274	1389	1518	1855	1915
217	471	794	877	1056	1286	1420	1597	1867	1934
253	589	795	938	1057	1287	1421	1598	1868	1939
254	590	796	939	1094	1359	1439	1669	1884	1988
265	626	798	952	1107	1360	1440	1678	1887	1989
266	627	801	978	1190	1361	1505	1784	1906	

## LITTERA B 750 OBLIGATIONS A 1.000 FR.

49	949	2380	2774	2924	3135	3594	4292	4769	6708
50	950	2381	2775	2925	3136	3595	4654	4790	6709
61	971	2382	2776	2949	3137	3596	4655	4791	6710
62	1665	2383	2777	2950	3138	3597	4666	4792	6711
63	1666	2384	2778	3001	3149	3598	4667	5003	6712
64	1667	2385	2779	3002	3171	3599	4668	5004	6713
65	1668	2516	2780	3003	3172	3600	4669	5005	6714
66	1729	2517	2781	3004	3183	3621	4670	5006	7078
67	1730	2518	2782	3005	3184	4257	4671	5007	7079
68	1731	2519	2801	3006	3185	4258	4672	5008	7080
811	1732	2520	2802	3027	3186	4259	4673	5009	7101
812	1733	2521	2803	3028	3187	4260	4714	5010	7102
813	1734	2522	2804	3046	3188	4271	4715	5011	7103
814	2310	2523	2805	3047	3189	4272	4716	5012	7104
815	2321	2524	2806	3048	3190	4273	4717	5112	7105
816	2332	2525	2817	3049	3318	4274	4718	5113	7106
817	2333	2537	2818	3050	3319	4275	4719	5114	7107
818	2334	2538	2819	3061	3330	4276	4720	5185	7194
831	2335	2539	2820	3062	3331	4283	4741	5186	7195
832	2336	2540	2916	3063	3332	4284	4742	5187	7196
903	2337	2541	2917	3074	3333	4285	4743	5188	7197
904	2338	2542	2918	3075	3334	4286	4763	5189	7198
905	2339	2543	2919	3130	3335	4287	4764	5190	7199
906	2376	2544	2920	3131	3336	4288	4765	5191	7200
907	2377	2545	2921	3132	3337	4289	4766	6705	7201
908	2378	2556	2922	3133	3572	4290	4767	6706	7202
948	2379	2773	2923	3134	3593	4291	4768	6707	7203

  

7240	8124	8894	10857	11782	13919	15868	16284	16757	17700
7241	8125	8895	10858	11783	13925	15869	16285	16758	17701
7242	8126	8896	10859	11784	14126	15990	16286	16759	17702
7243	8131	8897	10860	11785	14127	15991	16287	16760	17703
7244	8132	9420	10861	11786	14136	15992	16315	16761	17704
7245	8133	9431	10862	11787	14137	15993	16316	16762	17705
7246	8134	9432	10889	11788	14220	15994	16317	17260	17706
7247	8138	9433	10890	11789	14242	15995	16318	17271	17707
7248	8139	9461	10931	12243	14243	15996	16319	17272	18322
7249	8140	9462	10932	12244	14244	15997	16320	17273	18323
7365	8141	9463	10933	12245	14867	15998	16321	17274	18324
7366	8142	9464	10934	12246	14868	15999	16322	17275	18325
7367	8179	9509	10935	12247	14929	16036	16323	17406	18326
7370	8180	9510	10946	12248	14930	16037	16324	17407	18327
7402	8257	10191	10947	12249	14931	16038	16434	17408	18328
7403	8258	10192	10948	12284	14932	16039	16435	17409	18329
7404	8259	10193	11302	12322	14933	16040	16516	17482	18330
7495	8260	10194	11303	12323	14934	16041	16517	17483	18331
7496	8261	10195	11304	12346	14935	16082	16518	17484	18344
7497	8262	10196	11305	12347	14936	16083	16519	17485	18345
7760	8263	10197	11306	12348	15277	16084	16520	17486	18346
7761	8264	10198	11307	12349	15278	16085	16521	17487	18347
7762	8563	10199	11383	12350	15279	16175	16522	17488	18348
7815	8564	10200	11384	12351	15280	16176	16533	17489	18349
7816	8565	10336	11385	12352	15281	16177	16536	17490	18350
7817	8566	10337	11386	12353	15282	16178	16547	17511	18351
7818	8577	10338	11387	12354	15283	16179	16548	17512	18352
7819	8578	10339	11388	12355	15284	16180	16549	17513	18353
7820	8579	10340	11389	12704	15285	16231	16550	17544	19249
7821	8580	10341	11390	12705	15286	16232	16551	17545	19271

7946	8581	10342	11391	12706	15487	16233	16552	17596	19291
7954	8582	10353	11392	12707	15488	16234	16553	17597	19292
7956	8832	10354	11393	12708	15489	16241	16554	17598	19293
7957	8833	10355	11394	12709	15490	16242	16555	17599	19294
7958	8834	10365	11395	12710	15511	16243	16665	17600	19382
7965	8845	10366	11506	12711	15512	16244	16666	17601	19383
7966	8846	10407	11766	12732	15523	16245	16667	17636	19384
7967	8871	10408	11767	12733	15524	16246	16668	17637	19405
8011	8872	10409	11768	13803	15525	16247	16669	17658	19406
8012	8873	10410	11769	13830	15526	16248	16670	17659	19407
8013	8874	10411	11770	13831	15840	16249	16681	17670	19408
8014	8875	10412	11771	13832	15841	16250	16682	17671	19409
8015	8888	10413	11772	13833	15842	16278	16683	17672	19410
8016	8889	10414	11773	13834	15843	16279	16684	17673	19411
8120	8890	10750	11774	13835	15844	16280	16743	17674	19412
8121	8891	10854	11775	13836	15845	16281	16744	17685	19697
8122	8892	10855	11780	13837	15856	16282	16745	17698	19698
8123	8893	10856	11781	13838	15867	16283	16746	17699	19699

## LITTERA C 274 OBLIGATIONS A 5.000 FR.

51	223	474	548	679	924	1251	1343	1450	1555
52	224	487	551	690	933	1256	1348	1469	1556
74	249	488	618	821	1013	1320	1358	1492	1565
92	253	493	619	822	1018	1321	1363	1523	1566
168	369	532	620	889	1227	1330	1364	1543	1627
169	372	539	633	892	1232	1333	1371	1544	1628

1636	2153	2639	3170	3881	4715	5213	5550	6466	6763
1647	2156	2646	3185	3901	4741	5214	5553	6467	6767
1648	2273	2651	3241	3913	4748	5328	5590	6468	6768
1651	2274	2652	3275	3941	4807	5329	5695	6473	6822
1652	2289	2688	3276	3990	4808	5343	5696	6474	6823
1671	2290	2699	3325	4013	4822	5344	5763	6475	6824
1676	2316	2751	3355	4160	4835	5347	5764	6482	6827
1677	2317	2758	3372	4161	4949	5348	5798	6485	6858
1685	2370	2782	3399	4211	4952	5406	5805	6491	6859
1686	2371	2783	3400	4214	4980	5407	5830	6492	6867
1726	2408	2795	3438	4448	4983	5413	5908	6509	6870
1727	2409	2798	3441	4453	5096	5428	6022	6512	6881
1728	2487	2818	3483	4656	5099	5433	6023	6572	6886
1733	2488	2821	3494	4657	5130	5434	6238	6575	6943
1862	2583	3073	3531	4658	5131	5445	6243	6603	6944
1863	2584	3089	3532	4659	5164	5446	6342	6604	6979
1984	2589	3090	3556	4673	5167	5503	6349	6636	6980
1985	2590	3091	3561	4674	5180	5504	6395	6639	7042
2067	2604	3164	3679	4683	5183	5518	6396	6668	7043
2068	2609	3165	3690	4692	5184	5531	6448	6669	7082
2077	2615	3166	3807	4714	5185	5547	6453	6760	7083
2082	2616	3169	3851						

## LITTERA D 140 OBLIGATIONS A 10.000 FR.

21	470	883	1591	1996	2257	2620	2934	3213	3487
22	527	960	1612	2080	2277	2700	2962	3247	3561
37	528	961	1613	2087	2282	2707	2967	3248	3566
60	562	1025	1614	2133	2434	2822	2989	3266	3677
69	596	1032	1615	2134	2435	2823	2990	3269	3678
113	630	1045	1659	2165	2453	2830	3055	3296	3687
114	635	1046	1660	2166	2454	2831	3056	3297	3690
115	642	1072	1742	2170	2530	2845	3085	3317	3703
124	643	1073	1745	2171	2533	2848	3086	3320	3704
277	662	1332	1852	2179	2559	2907	3116	3385	3810
278	679	1335	1887	2180	2560	2908	3117	3390	3813
279	749	1490	1993	2184	2593	2909	3177	3470	3834
308	781	1493	1994	2199	2594	2910	3178	3473	3837
467	858	1581	1995	2256	2619	2911	3212	3480	3898

## LITTERA E 13 OBLIGATIONS A 50.000 FR.

85	89	94	96	97	101	104	124	129	135
87	91	95							

## LITTERA F 20 OBLIGATIONS A 100.000 FR

315	319	323	325	328	334	344	348	353	362
318	321	324	327	332	340	346	351	360	367

LES OBLIGATIONS AMORTIES SUIVANTES N' ONT PAS ENCORE ETE PRESENTEES AU REMBOURSEMENT

## LITTERA A

24 (39)	31 (43)	942 (45)	1029 (36)	1033 (36)	2154 (45)
30 (43)					

## LITTERA B

1279 (41)	4115 (45)	7884 (37)	8293 (44)	9802 (43)	9879 (45)
1280 (41)	7377 (42)	7885 (37)	8294 (44)	9803 (43)	12464 (38)
1281 (41)	7378 (42)	7886 (37)	8295 (44)	9804 (43)	12465 (38)
4096 (45)	7641 (45)	7887 (37)	8296 (44)	9805 (44)	12466 (38)
4097 (45)	7642 (45)	7888 (37)	8383 (43)	9806 (44)	12467 (38)
4098 (45)	7811 (44)	8223 (36)	8384 (43)	9853 (45)	14436 (40)
4099 (45)	7812 (44)	8224 (36)	8385 (43)	9854 (45)	14437 (40)
4100 (45)	7813 (44)	8225 (37)	9798 (43)	9875 (45)	15308 (45)
4101 (45)	7814 (44)	8226 (37)	9799 (43)	9876 (45)	19800 (12)
4102 (45)	7829 (44)	8227 (37)	9800 (43)	9877 (45)	19801 (39)
4113 (45)	7830 (44)	8291 (44)	9801 (43)	9878 (45)	19802 (39)
4114 (45)	7883 (37)	8292 (44)			

## LITTERA C

281 (45)	3206 (18)	3566 (39)	3660 (45)	4391 (43)	5885 (41)
3184 (41)	3210 (39)	3567 (41)	4303 (45)	5536 (36)	5955 (42)
3205 (18)	3211 (42)	3570 (41)	4390 (43)	5537 (45)	

## LITTERA D

351 (44)	882 (45)	1826 (45)	1831 (45)	1873 (45)	1876 (45)
581 (40)					

(12) AMORTISSEMENT DU 15.12.1958  
 (18) AMORTISSEMENT DU 15.12.1964  
 (36) AMORTISSEMENT DU 15.12.1982  
 (37) AMORTISSEMENT DU 15.12.1983  
 (38) AMORTISSEMENT DU 15.12.1984  
 (39) AMORTISSEMENT DU 15.12.1985  
 (40) AMORTISSEMENT DU 15.12.1986  
 (41) AMORTISSEMENT DU 15.12.1987  
 (42) AMORTISSEMENT DU 15.12.1988  
 (43) AMORTISSEMENT DU 15.12.1989  
 (44) AMORTISSEMENT DU 15.12.1990  
 (45) AMORTISSEMENT DU 15.12.1991

LES OBLIGATIONS REMBOURSABLES POURRONT ETRE PRESENTEES DIRECTEMENT A LA CAISSE GENERALE DE L'ETAT A LUXEMBOURG.  
 LES INTERETS CESSERONT DE COURIR A PARTIR DU JOUR DE L'ECHÉANCE DES TITRES.  
 APRES L'AMORTISSEMENT DE 6.320.000 FR., UN MONTANT DE 27.880.000 FR.  
 RESTE EN CIRCULATION.

Emprunt gr.-duc. 4% de 1955 - amortissement du 15 janvier 1993

(Article 3 de l'arrêté ministériel du 3 janvier 1955, réglant les conditions d'émission d'un emprunt de 400 millions de francs, autorisé par les lois des 8 et 20 juillet 1950)

L'amortissement à la date du 15 janvier 1993 de l'emprunt gr.-duc. 4% de 1955, pour lequel une somme de 17.556.000 fr. + 877.800 fr. (5% prime de remboursement) = 18.433.800 fr. est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste, il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées: Litt. C: 19 obligations à 10.000 fr. nom.  
 Litt. D: 2 obligations à 50.000 fr. nom.  
 Litt. E: 3 obligations à 100.000 fr. nom.

Le tirage au sort a donné le résultat suivant:

Littera A: 91 obligations à 1.000 fr., remb. par 1.050 fr.

58	259	443	563	714	981	1242	1626	1824	1972
70	312	449	594	779	1027	1302	1662	1848	1977
91	317	461	604	788	1030	1383	1699	1865	1980
93	352	475	607	798	1042	1405	1703	1908	1989
130	353	479	613	873	1044	1485	1714	1913	1998
137	361	480	618	930	1049	1555	1726	1920	2037
188	406	543	678	932	1052	1557	1731	1928	2070
195	429	544	684	935	1110	1581	1803	1930	2071
234	439	549	689	973	1142	1625	1807	1939	2089
237									

Littera B: 97 obligations à 5.000 fr., remb. par 5.250 fr.

46	340	516	737	1043	1143	1277	1676	1798	1966
48	341	551	748	1045	1152	1300	1681	1799	1971
150	359	595	788	1047	1156	1385	1692	1805	1977
185	361	612	826	1068	1172	1407	1705	1822	1996
229	378	617	829	1095	1181	1412	1707	1826	2020
235	397	654	855	1097	1210	1478	1711	1844	2037
239	433	655	866	1103	1215	1542	1732	1845	2048
305	434	671	876	1109	1220	1558	1737	1861	2055
327	437	690	953	1125	1236	1567	1768	1868	2115
330	470	692	985	1128	1265	1674			

Littera C: 154 obligations à 10.000 fr., remb. par 10.500 fr.

98	464	941	1098	1563	1765	1923	2275	2656	3147
105	487	954	1109	1604	1782	1935	2283	2672	3183
156	492	961	1111	1627	1783	1941	2299	2675	3198
182	495	963	1117	1634	1796	2063	2329	2687	3242
194	543	982	1131	1637	1812	2176	2355	2730	3258
197	548	992	1137	1648	1858	2177	2450	2743	3260
218	579	993	1198	1675	1864	2202	2486	2792	3263
246	582	1014	1200	1677	1867	2207	2514	2795	3266
264	585	1039	1215	1694	1873	2209	2530	2852	3276
304	821	1042	1229	1713	1877	2215	2532	2895	3281
307	824	1054	1295	1718	1896	2227	2546	2938	3294
337	835	1060	1299	1720	1899	2230	2548	3072	3330
350	840	1061	1300	1722	1900	2245	2558	3077	3334
380	849	1071	1365	1738	1904	2261	2560	3103	3336
394	875	1072	1397	1759	1914	2266	2574	3112	3343
453	895	1082	1559						

Littera D: 21 obligations à 50.000 fr., remb. par 52.500 fr.

50	143	173	206	234	308	336	414	452	484
107	171	195	208	291	314	357	440	454	519
112									

Littera E: 23 obligations à 100.000 fr., remb. par 105.000 fr.

93	153	206	233	287	318	436	487	523	562
107	155	211	283	304	402	448	518	552	580
109	171	213							

Littera F: 23 obligations à 500.000 fr., remb. par 525.000 fr.

44	112	171	215	282	343	349	399	420	482
76	114	176	226	285	345	398	410	462	514
81	141	207							

Les obligations amorties suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement:

Littera A à 1.000 fr., remb. par 1.050 fr.

601 (7)	1234 (7)	1299 (5)	1301 (6)	1497 (7)	1568 (1)
1105 (5)	1295 (5)	1300 (6)	1357 (7)	1499 (6)	2030 (6)

Littera B à 5.000 fr., remb. par 5.250 fr.

419 (7)	1386 (6)	1566 (5)	1706 (4)	1712 (7)	1738 (7)
438 (7)	1563 (4)				

Littera C à 10.000 fr., remb. par 10.500 fr.

157 (7)	2651 (5)	2654 (7)	2657 (3)	2658 (2)	2875 (7)
195 (5)					

- (1) amortissement du 15.1.1978
- (2) amortissement du 15.1.1983
- (3) amortissement du 15.1.1986
- (4) amortissement du 15.1.1989
- (5) amortissement du 15.1.1990
- (6) amortissement du 15.1.1991
- (7) amortissement du 15.1.1992

Les obligations remboursables pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres.

Après l'amortissement de 17.556.000 fr. nom., un montant de 37.145.000 fr. nom. reste en circulation.

**Enseignement secondaire. — Démission.** — Par arrêté grand-ducal du 26 octobre 1992, démission honorable de ses fonctions de professeur au Lycée Robert-Schuman de Luxembourg a été accordée, sur sa demande, à Madame Rosemarie Kieffer, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Madame Kieffer.

**Fonds National de Solidarité. — Examen de promotion.** — Un examen de promotion dans la carrière du rédacteur aura lieu au mois de mars 1993.

**Magistrature. — Nominations.** — Par arrêté grand-ducal du 27 octobre 1992,

- M. Paul Kayser, président de chambre à la cour d'appel, a été nommé conseiller à la cour de cassation,
- M. Jean Kipgen, premier conseiller à la cour d'appel, a été nommé président de chambre à la cour d'appel,
- Mme Léa Mousel, conseiller à la cour d'appel, a été nommée premier conseiller à la cour d'appel,
- Mme Andrée Wantz, juge de paix directeur à Esch-sur-Alzette, a été nommée conseiller à la cour d'appel,
- M. Jean-Marie Hengen, juge de paix directeur adjoint, a été nommé juge de paix directeur à la justice de paix à Esch-sur-Alzette.

**Titres au porteur. — Oppositions** (Publication prescrite par l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit de l'huissier *Pierrot Frisch* à Luxembourg en date du 21 octobre 1992 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter 42 obligations BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT avec coupons, 11 1/8%, 1983/93, d'une valeur nominale de 1.000.— ECU chacune, échéance le 10.11, portant les n<sup>os</sup> 6020/61.
- Il résulte de 4 exploits de l'huissier *Georges Nickts* à Luxembourg en date du 23 octobre 1992 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
  - 1) — 1 titre BEI, 8,50%, 1992/2004, d'une valeur nominale de 1.000.— ECU, portant le n<sup>o</sup> 66, coupon 27.04.1993 et suivants attachés,  
— 1 titre SOUTH AUSTRALIAN GOVERNMENT FINANCING AUTHORITY, 1989/94 d'une valeur nominale de 1.000.— \$ AUD, portant le n<sup>o</sup> 321, zero coupon;
  - 2) 4 obligations SKANSKA, 9 1/2%, 1991/96, d'une valeur nominale de 250.000.— FLUX chacune, portant les n<sup>os</sup> 64/7;
  - 3) 2×5 parts de copropriété RENTA FUND Dollar Capital, d'une valeur nominale de 396,49 Dollars, portant les n<sup>os</sup> 4913/4;
  - 4) titres RENTA FUND SICAV DISTRIBUTION,  
— n<sup>o</sup> 82.658, 180 797/8 (3×1) et  
— n<sup>o</sup> 15.752 (1×100).
- Il résulte d'un exploit de l'huissier *Pierre Kremmer* à Luxembourg en date du 23 octobre 1992 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter 24 coupons n<sup>o</sup> 21 de parts RENT-INVEST, code SVM 088099-23-00  
n<sup>o</sup> A 196.048/50, 202.523/4, 664.644/8, (10×1),  
n<sup>o</sup> B 552.565, 552.618/21, (5×10),  
n<sup>o</sup> C 327.697/701, 555.673/6, (9×50).

**Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition** (Publication prescrite par l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit de l'huissier *Pierre Kremmer* à Luxembourg en date du 23 octobre 1992 que mainlevée pure et simple a été donnée d'une opposition signifiée par exploit de son ministère en date du 14 septembre 1992 et portant sur
  - COMMERZBANK INTERNATIONAL, 9 3/8%, 90-98, échéance le 21.08.98, d'une valeur nominale de 50.000.— LUF, portant les n<sup>os</sup> 013795/6, date du 1<sup>er</sup> coupon attaché: 1989;
  - RENTINVEST, LUF 2×50, série C, portant les n<sup>os</sup> 537798/9;
  - KB INCOME FUND LUF 3×50, série B, portant les n<sup>os</sup> 525151/3;
  - RENTA FUND LUF 1×25, série C, portant le n<sup>o</sup> 0334383.

### Titres au porteur. — Oppositions.

#### RECTIFICATIF

A la page 464 du Mémorial B n<sup>o</sup> 19 du 1<sup>er</sup> avril 1992, il y a lieu de considérer à la 2<sup>e</sup> ligne du point n<sup>o</sup> 124° (B.I.R.D.) comme annulé le texte suivant: «7,625% 1983"83 n<sup>o</sup> 1246. 1.000.000 Yen».